

900 **Mme MARYSE ALCINDOR, coprésidente :**

Et puis, je vais appeler immédiatement monsieur Rachad Antonius. Bonsoir. Alors, bienvenue, monsieur Antonius.

905 **M. RACHAD ANTONIUS :**

Bonsoir, merci. Merci de m'avoir permis de vous adresser la parole ce soir. Ce que j'aimerais vous dire va probablement aller à contre-courant de l'opinion qui a été à l'origine de cette commission. En bref, il y a une façon de définir le racisme et l'islamophobie qui sont contre-productifs dans le sens où elles ont pour effet de renforcer à la fois la droite intolérante et les  
910 fondamentalistes obscurantistes.

Ce que j'ai à dire est plutôt abstrait et conceptuel. Juste pour être clair, je ne veux pas du tout dire que c'est la chose... la seule chose qui est importante ou la plus importante. Je pense que  
915 c'est tout ce qui soulevé dans le document de consultation, tous les travaux qui ont été présentés pour lutter contre les discriminations dans les divers domaines sont extrêmement importants, je ne veux pas les minimiser. C'est un aspect particulier que je veux aborder.

Je voudrais dire brièvement quel est mon parcours aussi pour que vous puissiez mettre  
920 mes positions en perspective et ne pas mal les interpréter. J'étais un des premiers au Québec à analyser, à dénoncer les images négatives stéréotypées de l'Islam, des Arabes et des musulmans. Mon premier texte date de 1986 et j'en ai fait une dizaine depuis sur ce sujet, et j'ai sillonné la province pour faire de la sensibilisation sur ces questions. Je suis donc extrêmement conscient de l'importance de la lutte contre la stigmatisation des musulmans, des musulmanes et de l'Islam en  
925 général. C'est une chose assez importante qui définit un peu la façon dont les luttes antiracistes doivent se faire aujourd'hui. Mais j'ai des réserves majeures sur la façon dont cette lutte est menée en ce moment par une partie du mouvement antiraciste et c'est pour celle-là que je suis ici ce soir.

Dans mes prises de position, je m'inspire des débats internes à l'espace arabe et  
930 musulman, car ce qui se passe ici est le reflet de phénomènes dont l'origine se trouve dans cet

espace. Je vais commencer par un parallèle. Certains d'entre vous sont familiers avec les débats sur le sionisme et l'antisémitisme au sens courant de racisme antijuif. Certaines des organisations qui luttent contre le racisme antijuif traitent l'antisionisme comme une forme d'antisémitisme, et donc de racisme. Une action de lobbying importante a réussi à délégitimer la critique pacifique du sionisme aux yeux de la classe politique canadienne et québécoise. Et ça s'appuie par des motions au parlement et toutes sortes d'actions.

Et donc, les juifs qui se positionnent contre les politiques d'occupation sont couramment traités de self-hating Jews et stigmatisés parce qu'ils s'opposent aux politiques parce que l'on confond antisionisme et antisémitisme. Alors, il y a quelque chose de similaire qui se passe avec l'islamophobie. Parce qu'il y a une confusion entre racisme antimusulman et chrétien légitime du projet politique porté par l'islamisme qui se manifeste dans des comportements, dans des situations diverses. C'est cette confusion qui est au cœur de mes préoccupations, que je voudrais discuter avec vous ce soir.

Je vais commencer par un exemple. Le conseil scolaire de la Ville de Toronto, Toronto District School Board, a publié à la fin du mois de septembre 2017, un manuel pour les éducateurs pour lutter contre l'islamophobie, ce qui est une très bonne chose, en gros, c'est un très bon manuel. Mais il y a une définition de l'islamophobie qui était là-dedans, qui se lit comme suit : on définit islamophobie comme étant, et je cite, je traduis : la peur, les préjugés, la haine ou l'hostilité dirigés envers l'Islam et les musulmans — jusque-là tout va bien — ou envers la politique de l'Islam et de sa culture. Et ça, c'est grave. Il y a eu des pressions et le gouvernement... le Toronto School Board a changé cette définition et enlevé le mot « politique ». Mais ça reflète un état d'esprit de ceux qui l'ont fait et je souligne que les pressions ne sont pas venues des militants antiracistes, elles sont venues de la droite. Et ça, c'est grave et ça montre aussi un autre problème. Le Conseil a fini par changer ça.

Alors, si on définit l'islamophobie comme dans cette publication, ceci entraîne des confusions conceptuelles sur l'analyse des manifestations du racisme antimusulman, et donc sur la lutte à ce racisme qui en est affectée de façon négative. Et ça entraîne entre autres, une réaction assez négative de la part de courants politiques, d'individus qui ne sont pas racistes, qui ont une

attitude positive envers l'Islam et les musulmans, mais qui veulent pouvoir critiquer les politiques qui se revendiquent de l'Islam. Et ces gens-là, on les traite d'islamophobes. Et ça, ça ne permet pas de penser comme il faut la lutte à ce type de racisme et à ses manifestations dans les divers espaces publics.

965

Alors, il y a une chose qui mérite d'être clarifiée ici. C'est en ce qui concerne la dimension politique de l'Islam qu'il faut pouvoir critiquer. Ce n'est pas la violence dans les guerres; ce n'est pas l'occupation d'un territoire; ce n'est pas ça le cœur de la question, parce que cette dynamique-là relève de questions politiques, géostratégiques, et en général les sociétés musulmanes sont très globalement contre la violence et ce n'est pas ça l'enjeu.

970

L'enjeu ici, ce n'est ni les signes religieux ni la mode vestimentaire. À mon sens, c'est l'intrusion et l'omniprésence de la norme religieuse dans tous les espaces publics. Je vais m'expliquer là-dessus. Moi, je viens d'un pays où j'ai vu comment l'envahissement graduel de l'espace public par la norme religieuse omniprésente induit non seulement une stigmatisation et une répression de ceux et celles qui ne sont pas de la bonne religion ou qui ne la pratique pas de la même façon que les islamistes, mais surtout, elle induit une dynamique où l'identité religieuse l'emporte sur l'identité citoyenne. Les conflits sont pensés en termes identitaires. Et ça, c'est beaucoup plus grave pour la citoyenneté à long terme qu'un certain nombre d'autres questions.

975

980

Si on valorise énormément avant tout l'identité religieuse des citoyens avant leur identité citoyenne, et qu'on veille à mettre la norme et juste partout, tout le temps, partout; bien, on va finir par reproduire un système qui était dominant dans l'Empire ottoman, qui était utile peut-être en son temps, mais qui est dépassé. Et il faudrait regarder un peu l'histoire de cet empire pour voir un peu le type de problèmes qui peut résulter de ça.

985

Donc, mal définir l'islamophobie, c'est s'interdire de critiquer et de contrer le projet politique qui consiste à mettre la norme religieuse au cœur de l'espace public. Les tendances islamistes font du respect de cette norme la condition de la respectabilité des individus. Si ne vous respectez pas la norme, vous n'êtes pas respectable. Et si vous défiez la norme, on est en droit de vous stigmatiser. Donc dans la lutte contre le racisme, il y a de vrais enjeux importants au quotidien

990

soulignés par tous les documents, comme j'ai dit, mon intervention ne vise pas à dire ce n'est pas important, c'est plus important, je dis que c'est un élément très important qu'il faudrait aborder.

995

Alors, je veux aussi écarter un danger. Quand les gens parlent d'islamisation, il n'y a aucun danger que cette norme soit imposée à l'ensemble de la société québécoise et ceux qui crient à une supposée invasion islamiste sont complètement dans le champ et ils font la promotion de la stigmatisation des musulmans. Et ça, il faut contrer ça. Ce n'est pas ça le danger.

1000

Le problème, c'est celui-là, j'essaie de voir où est le danger. Le danger c'est le suivant : c'est que quand la norme religieuse devient imposée à l'intérieur d'espaces et de réseaux communautaires et familiaux, c'est là que... pas au niveau de la société en général. Je ne vous rappellerai pas ici le cas des Shafia, d'Aqsa Parvez et des autres types de violence qui sont exercés au nom de la norme culturelle ou religieuse. Et le plus important, c'est qu'elle complique énormément les rapports entre ceux qui suivent cette norme et ceux qui ne la suivent pas.

1005

On voit alors des attitudes d'autoségrégation fonctionner autour du respect de cette norme. Une petite anecdote : j'ai un ami égyptien avocat qui vient d'arriver en tant de réfugié ici, il a un enfant de six ans. Il joue au parc et là, il y a deux autres petits enfants syriens qui jouent ensemble et qui pointent le garçon de ce monsieur du doigt et ils disent : « Don't play with this boy, his mother is not veiled. » Alors, c'est le type de clivage qu'il y a quand la norme religieuse devient omniprésente.

1010

De plus, en plus j'ai entendu d'amis à moi qui sont des musulmans pratiquants, et tout, dont les enfants reviennent de l'école en disant : « Maman, tu vas aller en enfer parce que tu ne portes pas le voile. » Alors, comment on tient compte de ça? C'est une question qui se pose. Et la mauvaise compréhension de ces enjeux, amène donc à considérer qu'un système, qui veut imposer une certaine sorte laïcité, devient automatiquement raciste. Et on finit par traiter les musulmans et les musulmanes qui luttent pour eux aussi pour une certaine laïcité, d'islamophobes eux-mêmes, donc de self-hating muslims. Le parallèle est très fort.

1015

1020

Je pense que la lutte pour la laïcité n'est pas une forme de racisme, il n'y a pas beaucoup

1025 de choses que je n'aime pas dans la loi, on peut la critiquer, on peut la changer, on devrait la  
changer, mais l'analyser en termes de racisme est une fausse piste. Avec une telle conception, on  
arriverait à classer monsieur Guy Rocher, qui a appuyé la Loi 21, comme raciste. Et il faut rappeler  
à ceux et celles qui ne le connaissent pas qu'il a été un artisan incontournable du début de la  
déconfessionnalisation scolaire ici pour sortir l'Église catholique des écoles et que ça, c'était le  
prélude à une véritable laïcisation.

1030 Je sais que le temps passe, je vais être bref. À Paris, à la manifestation d'hier, il y avait une  
pancarte qui disait « oui à la critique de religion, non à la stigmatisation des musulmans ». J'endosse  
ça tout à fait. Je me reconnais dans ce principe sauf que je remarque que ce n'est pas l'ensemble  
des participants qui l'appuie, c'est une partie. Et je pense que le terme d'islamophobie ne permet  
1035 pas cette posture parce qu'il associe une critique raisonnable de la philosophie politique qui se  
réfère à l'Islam, il associe cette critique-là à du racisme.

Je crois que le temps passe beaucoup plus vite que je ne pense, alors je voudrais peut-être  
mentionner juste un petit mot. J'ai parlé un peu du renforcement de la droite intolérante. Comment  
ça se passe? Bien, je pense qu'il est produit par le processus suivant : il y a un problème, je pense,  
1040 que la montée de l'Islam politique, là-bas, ici, il y a un problème. Bon, alors le problème c'est que la  
droite exploite ça pour amener un discours et des solutions qui ne sont pas bonnes. Alors, on veut  
s'opposer à ce discours. Alors, pour pouvoir s'opposer à ce discours, on nie le problème auquel ce  
discours est bon. Et, je pense, ça, c'est une mauvaise attitude. Ce n'est pas mauvais, dans le sens  
1045 que ça ne permet pas de résoudre le problème. Je pense que quand le mouvement antiraciste nie  
le problème qui est soulevé par la montée d'un certain islamopolitique, bien, la droite, elle en parle,  
alors les gens ne trouvent pas de réponses à gauche et ils trouvent une réponse à droite. Ils vont  
vers la droite.

1050 Il faut, c'est un impératif, pour les mouvements antiracistes institutionnalisés comme ici, de  
réfléchir sur comment développer, permettre une critique rationnelle de l'Islam politique sans  
encourager l'islamophobie. Et c'est cette difficulté, cet enjeu, ce défi, que je voudrais mettre sur la  
table aujourd'hui, c'est pour ça que je suis là. Merci.

1055 **Mme MARYSE ALCINDOR, coprésidente :**

1060 Merci, monsieur Antonius. Cette mise en garde, comme vous l'appelez, je pense qu'elle se veut, si j'ai bien compris, à la fois éthique et stratégique. Pour reprendre des termes un peu équivalents, je me rappelle dans le temps Sélim Abou disait que le surinvestissement de l'identité ethnique aboutissait à la longue à la négation de toutes les identités chez l'être humain.

1065 Et je crois, je comprends bien votre mise en garde, je crois que je peux vous rassurer au nom de notre commission, nous sommes vigilants, mais c'est que le processus de globalisation qui est au début de la formation du racisme de généralisation est le danger qui guette les gens à gauche ou à droite.

1070 Alors, je vous remercie de cette mise en garde, je pense qu'il faut user de stratégie parce que comme vous l'avez dit, et je me plais, je cautionne complètement ça au niveau personnel : la lutte contre le racisme et la discrimination systémique sont trop importantes pour se permettre de ne pas être rigoureuses et d'être minées par des dérives qui amènent à une globalisation dans l'autre sens. C'est-à-dire qu'il faut être vigilants et ne pas être complaisants.  
Est-ce que vous avez des questions?

1075 **Mme JUDY GOLD, commissaire :**

Oui, c'est que j'apprécie beaucoup votre présentation. C'est fort intéressant, très pertinent et très apprécié.

1080 **M. RACHAD ANTONIUS :**

Merci.

1085 **Mme MARYSE ALCINDOR, coprésidente :**

Oui, et je pense que cette mise en garde va rester présente dans toute la démarche. Et je

pense que les participants qui sont là aussi vont sûrement y réfléchir, s'ils ne l'ont pas déjà fait. Je ne peux présumer de rien.

**M. RACHAD ANTONIUS :**

1090

Je vous remercie. Si vous me permettez de commenter 30 secondes, je sais que mon temps est fini.

**Mme MARYSE ALCINDOR, coprésidente :**

1095

Oui, bien sûr.

**M. RACHAD ANTONIUS :**

1100

Je ne partage pas votre optimisme. C'est-à-dire, je partage votre optimisme pour la commission, pour vous-même, vous parlez au nom de vous-même, mais dans le milieu dans lequel on est, quand on en arrive, quand des organisations de droits humains arrivent à penser que demander à une professeure au secondaire de parler sans se cacher le visage entièrement, je ne parle pas du voile, je ne parle pas du hijab, je parle du voile intégral, du niqab, quand on considère que demander qu'il n'y ait pas de niqab, c'est de l'islamophobie, je pense qu'on est dans la dérive. Et cela se fait et c'est là, hein, donc ce n'est pas...

1105

**Mme MARYSE ALCINDOR, coprésidente :**

1110

Nous sommes effectivement sur ce terrain soumis à toutes les dérives, ce qui ne nous permet pas de fermer un œil. Qui ferme un œil en démocratie risque de se retrouver en dictature.

**M. RACHAD ANTONIUS :**

1115

Et pour terminer, mon souci principal est de mieux lutter contre le racisme antimusulman pas de minimiser, mais de mieux lutter. Et pour cela, il est nécessaire de distinguer islamophobie

d'une part, racisme antimusulman, d'autre part et en troisième lieu, critique rationnelle des philosophies politiques religieuses incluant ça. Et si on ne fait pas cette distinction, bien on tombe dans les dérives que moi j'observe ici.

1120

**Mme MARYSE ALCINDOR, coprésidente :**

Merci. Oui, monsieur El-Hage?

1125

**M. HABIB EL-HAGE, commissaire :**

C'est très intéressant ce que vous dites. Comment la Ville peut investir ce type de champ et lutter contre ce type de racisme, par exemple?

1130

**M. RACHAD ANTONIUS :**

Ce n'est pas une question d'action, hein. Ce n'est pas, je veux dire, les actions pour le logement, contre le profilage racial. Monsieur Guissé qui a parlé tantôt, je pense, c'est très important. C'est peut-être prioritaire ce genre de choses. Je pense plus c'est au niveau de la conception, de comment on nomme les choses. Comment nommer. Ça, ça a des conséquences sur qu'est-ce qu'on considère raciste. Est-ce que certaines restrictions sur la pratique religieuse, est-ce que ce serait l'islamophobie ou du racisme? Est-ce qu'un étudiant qui commencerait sa thèse de doctorat en disant « toute erreur dans cette thèse est due au sheitan, au diable ». Et pas l'erreur de méthodologie, au diable. Bon, si moi je dis « je refuse qu'une thèse de doctorat commence par ça », est-ce que ce serait de l'islamophobie ou pas? Vous voyez? Ce genre de discussion là, je pense que c'est important pour éclairer le débat. Voilà.

1135

1140

**M. HABIB EL-HAGE, commissaire :**

1145

Merci.